

CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Souvenons-nous du grapheur Mickaël Cohen

C'était le 10 avril 2004, Mickaël, dit «ECRO», avait 19 ans. Il taguait sur un mur de l'autoroute. Il risquait, au plus, une amende. Pourtant, à la vue des BAC il a paniqué et s'est jeté dans la Marne... et il s'est noyé sous les yeux des policiers immobiles. Il fuyait, car il savait qu'avec la police tout peut arriver. Sa famille est allée jusqu'à la Cour européenne des «droits de l'homme» de Strasbourg. Résultats : faux-fuyants, mutisme, mensonges, vérité cachée, manœuvres, mépris. C'est le sort habituel des familles de dizaines et de dizaines de jeunes et vieux morts entre les mains de la police. Ces quelques mots ne nous ramèneront pas Mickaël. Sa famille, ses amis méprisés par l'État ne trouveront réconfort que dans nos efforts pour que sa mémoire vive en nous et dans notre combat. Le site : <http://mickaeeacro.fr>

Mort en fuyant la BAC

À Marseille un jeune de 17 ans meurt en tombant du balcon alors qu'il tentait de fuir la BAC qui le poursuivait. L'adolescent aurait été pris en flag de vente de cannabis. Son avocate veut porter plainte.

Joseph Guerdner a été assassiné de 3 balles dans le dos...

en mai 2008 (voir notamment RE n°65) par un gendarme alors qu'il tentait de s'échapper de la gendarmerie de Draguignan. Bien sûr n'étant «qu'un Gitan», son assassin a été acquitté en 2010, par la Cour d'assises de Draguignan, jugeant qu'il avait accompli «un acte prescrit ou autorisé par les dispositions législatives ou réglementaires». Ce mois-ci, la Cour européenne des droits de l'Homme a condamné la France à dédommager sa famille, 50 000 euros d'amende à sa femme et ses trois enfants... Même si la France exécute ce jugement, son assassin continuera, armé, tranquille à assurer «la loi et l'ordre».

Pour Amine Bentounsi

Une centaine de manifestants a parcouru, ce 26 avril les rue de Noisy-le-Sec où Amine a été abattu le 21 avril 2012 d'une balle dans le dos par un policier. Son assassin a été mis en examen, mais l'enquête piétine. «La peine de mort a été abolie, mais pas la mise à mort ; vérité et justice pour Amine et pour toutes les autres victimes de la police».

<http://www.urgence-notre-police-assassine.fr>



La sœur d'Amine Bentounsi...

Amal accusée par Manuel Valls, ex-ministre de l'Intérieur de «diffamation publique envers une administration publique» à cause d'une vidéo postée sur le site *Urgence notre police assassine*.

Lors de son procès, le 7 avril, elle-même et de nombreux témoins ont démontré l'impunité des crimes policiers. Face au vide de la plainte la Procureure, gênée, a demandé la relaxe, verdict le 28 mai 2014.

<http://paris-luttes.info/compte-rendu-du-proces-d-amal>

«Ici comme ailleurs, la police assassine !»

Le 28 mars 2013, à Montigny-en-Gohelle (62), Lahoucine Ait Omghar est tué dans sa rue de 5 balles par la police. C'est le troisième jeune de ce quartier abattu par des policiers. Rassemblement mercredi 14 mai à 14h30, devant le tribunal de grande instance de Béthune, afin de soutenir sa famille. Suivi d'une discussion à l'*Insoumise* à 19h, au 10 rue d'Arras à Lille. <http://www.linsoumiselille.wordpress.com>

Appel du comité Vérité et Justice pour Abdelhakim Ajimi

«En juin 2013, Dorsaf et Walid, membres du comité Vérité et Justice pour Abdelhakim Ajimi ont été condamnés à 4 mois de prison avec sursis et 300 euros chacun de dommages et intérêts, pour "outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique" lors du procès des policiers coupables de la mort de Abdelhakim qui s'est tenu à Grasse en janvier 2012. Dorsaf et Walid ont reçu des peines presque maximales et comparables à celles des policiers condamnés pour la mort de Abdelhakim ! Ils ont fait appel et le procès aura lieu lundi 2 juin 2014 à 14h à la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence...» Rassemblement devant la Cour, chèque de soutien pour frais d'avocats à adresser à l'Union locale CGT, 11 rue Gazan 06130 Grasse.

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°130 • mai 2014

Recevoir ce bulletin par Internet : contact@resistons.lautre.net. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Bientôt tous noirs et arabes ?

Le 5 avril à Paris, 400 personnes ont marché contre les violences et les crimes policiers. Les familles de Lahoucine Aït Omghar, d'Amine Bentounsi, de Wissam El-Yamni tués par la police, ont été rejointes par des victimes de Flashball, éborgnés, blessés : Pierre de Nantes, le Collectif 8 juillet pour les 5 de Montreuil...

La manifestation du 5 avril nous rappelle, s'il le fallait, que la violence est le quotidien de la pratique policière, coup de stress, claques, insultes... Les morts et blessés en sont l'expression la plus forte. Pas de bavures, mais la conséquence d'un fonctionnement, d'une volonté politique, avec l'impunité judiciaire pour enfoncer le clou.

Un autre constat doit être fait en égrainant la liste des morts, celui d'une police qui tue essentiellement les habitants des quartiers populaires, le plus souvent noirs et arabes, alors que ceux qui ont été touchés par la répression pendant qu'ils manifestaient sont, quant à eux, mutilés. Ce traitement différencié des populations qui donne un permis de tuer à la police quand elle réprime dans les ghettos

révèle le caractère raciste de son action appuyée par les politiques de division des gouvernements successifs de droite comme de «gôche». Islam, immigration, Roms... Mais on ne peut se contenter de convoquer le racisme institutionnel pour expliquer la dureté de la répression. L'oppression qui vise les habitants des quartiers est double, au racisme s'ajoute la question sociale : être condamné à une vie de misère, de chômage, de précarité, de mal-logement... sont autant de raisons de se révolter contre le renforcement de l'austérité que nous promettent les plans du nouveau gouvernement Hollande-Valls. Il n'y a rien à attendre du côté des partis : de gôche comme de droite ou d'extrême droite, tous sont embourbés dans les magouilles électorales. Le seul espoir reste la rue. Quand, comment, sous quelle forme le couvercle va sauter... personne ne peut le prévoir.

Le Flashball est le symbole d'un tournant. Testé dans les quartiers populaires, les «retours d'expérience» des flics, suite aux révoltes de 2007, ont contribué à la

suite en page 2 >

généralisation d'un Lanceur de Balle de Défense plus puissant. Le 22 février lors d'une manifestation à Nantes, a notre connaissance 3 personnes perdent l'usage d'un œil, le directeur départemental de la sécurité publique de Loire-Atlantique assume cette nouvelle forme de terreur. «*Ceux qui prennent le risque de s'en prendre aux forces de l'ordre s'exposent eux aussi à des dommages corporels*». L'État prépare une casse sociale d'une ampleur inégalée en promettant de mutiler et détruire les corps des révoltés. Cette année la convergence du combat des familles des tués par la police et de celui des personnes mutilées au flash-ball annonce que les insoumis ne se laisseront pas faire.

> AntiFa

Le 5 avril le groupement réactionnaire des «*Jour de colère*» appelle à de nouveaux rassemblements dans toute la France, à coups de slogans sans ambiguïté tels que «*juifs hors de France*», «*immigrés dehors*», «*on t'entend plus chanter Clément Méric*», «*la France aux français*»... Mais à Dijon et à Toulouse on ne les a pas laissés défilier tranquillement, des contre rassemblements ont été organisés sur des revendications «*anticapitalistes, antisexistes, antifascistes, internationalistes, pour une société égalitaire libérée des classes sociales et du salariat*».

Après Lille le 25 mars (voir RE 129), c'est à Lyon que le lundi 14 avril une milice «*antiracaille*» émanant du groupe d'extrême droite Génération Identitaire s'est lancée dans une nouvelle «*opération de sécurisation*» dans le métro. Mais c'était sans compter sur la présence de militants libertaires du claf qui, avec l'appui de nombreux usagers du métro et habitants du quartier de la Guillotière ont mis la milice en déroute. La police et les agents de sécurité du métro ont, quant à eux, protégé les fachos !

> CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

La répression par mutilation

Après Quentin et Damien, Emmanuel est la troisième personne connue, qui ait été blessée à l'œil par un tir de flashball policier lors de la manifestation à Nantes le 22 février dernier en protestation contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Ils sont maintenant 5 (avec les 2 journalistes également blessés voir RE n°129) à avoir porté plainte. Un bilan lourd qui marque un tournant, d'autant qu'il reste provisoire et largement sous-évalué : de nombreux témoignages et photos attestent de dizaines de blessés dont plusieurs au visage.

À ce type de violence «*volontaire avec arme ayant provoqué une infirmité permanente*» passible d'ordinaire de la Cour d'assises, s'ajoute le harcèlement des policiers face au secours improvisés. Le directeur départemental de la sécurité publique de Loire-Atlantique justifie cette violence comme une menace à toute contestation, et soutient les plaintes déposées par les flics. Valls alors ministre de l'Intérieur est lui aussi très à l'aise avec cette violence d'État : «*le problème n'est pas de faire mieux que la droite. Le problème est de répondre au besoin de sécurité*». L'assurance d'une militarisation de la répression avec laquelle il faudra compter.

<http://www.citizen-nantes.com/article-collectif-des-blesse-s-par-la-police-lors-de-la-manifestation-du-22-fevrier-2014-a-nantes-123331115.html>



Face aux armes de la police

AGIR Une manifestation de solidarité avec les blessé-e-s par la police et les inculpé-e-s par la Justice suite au 22 février - entre autre - est organisée le 17 mai à Nantes : <http://nantes.indymedia.org/events/29378>

Conseils juridiques aux personnes blessées par des flashball, grenades... par le collectif *Face aux armes de la police* : <http://faceauxarmesdelapolice.wordpress.com/2014/04/22/conseils-juridiques-aux-personnes-blessees-par-des-flashball-grenades-ou-autres-saloperies/> contact : faceauxarmes@free.fr

Solidarité avec la CREA !

À Toulouse, la *Campagne de Réquisition, d'Entraide et d'Autogestion (CREA)* existe depuis trois ans. Le 21 avril deux ouvertures publiques de maisons ont lieu dans le quartier de la Roseraie. Depuis la veille la pression est forte sur ces maisons. Jusqu'au moment où les RG, partis bredouilles après avoir tenté d'interroger plusieurs personnes, reviennent avec un dispositif impressionnant : plus d'une centaine de flics de corps différents. Les occupant-e-s décident alors d'évacuer collectivement les maisons, mais en évitant toute arrestation. Le déménagement s'organise en urgence, et soudain la BAC attaque des personnes identifiées comme membres de la CREA. Matraques, lacrymo, grenades de désencerclement... Un militant prend une balle de LBD 40 dans la tête, plus de la moitié des os du visage explosent (à quelques centimètres près, les os du crâne cassés auraient mortellement atteint le cerveau), nécessitant une opération rapide. Quatre personnes sont mises en garde à vue (toutes relâchées depuis). Le camarade blessé a porté plainte, et un rassemblement a eu lieu le 26 avril devant le commissariat central de Toulouse. Et comme dit la CREA : «*Les pauvres ne disparaissent pas à coups de tonfa magique. Des bâtiments sont vides, des gens sont à la rue : réquisitionnons ce qui a été construit par le peuple pour loger le peuple.*» <http://creatoulouse.squat.net/>

Les Rroms en France

Amnesty accuse la police française de «*harcéler*» les Rroms. Un courrier du SRPJ de Montpellier à l'intention des professionnels de l'hôtellerie les enjoint à «*signaler l'arrivée dans [leur] établissements d'individus originaires d'Europe de l'Est, en groupe ou en famille*». Puis une note interne au commissariat du 6ème de Paris donne comme consigne «*d'évincer systématiquement les familles Rroms*»

Bien que la police s'en défende, il s'agit bien là d'une politique bien réfléchie visant à faire des Rroms des ennemis publics à éliminer. Personne n'a oublié les propos de Valls l'an passé pour lesquels il comparaitra le 5 juin 2014.

Nouvelles des ZSP

Comme à Gennevilliers(92) avec *Résistons ensemble*, à Barbès, une ZSP parisienne, des militants qui y diffusent régulièrement, font l'objet d'une répression policière en vue d'interdire leur parole en défense des biffins, sans-papiers... Une militante a été arrêtée le 12 avril et mise en garde à vue. Elle en sortira avec un «*rappel à la loi*», pour un soi-disant «*outrage et rébellion*».

«*Fuck austerity! Les désirs ne chôment pas*»

Depuis plus de deux mois, la Coordination des intermittents et précaires d'Ile-de-France («*chômeurs, intermittents, intérimaires, précaires avec ou sans papiers*») est en guerre contre la nouvelle convention Unedic, signée par des syndicats à la botte du Medef. L'État dans sa variante «*socialiste*» réprime violemment leurs actions : à Paris, évacuation policière de l'occupation du Carreau du temple (3ème) le 23 mars, de la caserne militaire désaffectée de la rue de Reuilly (12ème), gazage et tabassage le 25 avril devant le ministère du travail... Pourtant le mouvement ne faiblit pas, s'étend à toute la France et ne lâche rien fort de slogans qui font mouche tels «*nous croirons en leur crise quand les riches se suicideront en masse!*»

Que fait la police?...

La «*Chronique antiautoritaire*» dirigée par Maurice Rajfus «*prend momentanément congé de ses lecteurs, avec ce constat : sous la gauche, comme sous la droite, le comportement policier ne s'est guère amélioré.*» Son premier numéro a démarré après l'assassinat par la police de Makpumé M'Bovolé en 1994. Ce journal remarquable était animé par deux militants qui, déjà bien avant 1994, ont marqué leur époque. Maurice Rajfus, échappé de la rafle de Vel d'Hiv, auteur de nombreux ouvrages démasquant l'État français de l'occupation et les crimes policiers et par le regretté Jean -Michel Mension, dit Alexis Violet, celui qui a tagué sur les quais de la Seine au lendemain du massacre du 17octobre 1961 par la police de centaines d'Algériens : «*ici on noie les algériens*». Journal rebelle, fait par des rebelles. Espérons que ce n'est qu'un au revoir.